ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 21 décembre 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire", a donné le 15 janvier 1968 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e december 1967 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inwerkingtreding van zekere bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek", heeft de 15e januari 1968 het volgend advies gegeven :

I.

Article 1er du projet.

L'article 1er met notamment en vigueur l'article 1228 du Code judiciaire, qui fait partie du livre IV, chapitre VIII, relatif aux successions vacantes. L'article 1228 dispose notamment qu'il est "pourvu par le tribunal d'arrondissement à la désignation d'un curateur".

La tribunal d'arrondissement est créé par l'article 74 du même Code que le Gouvernement n'a pas actuellement l'intention de mettre en vigueur.

En conséquence, la mise en vigueur de l'article 1228 sera dépourvue d'effet juridique.

Par ailleurs, c'est par erreur que l'article 1228 donne compétence au tribunal d'arrondissement et non au tribunal de première instance pour nommer le curateur à une succession vacante. En effet, l'article 813 du Code civil, tel qu'il est remplacé par l'article 96 figurant dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, donne compétence au tribunal de première instance. Au surplus, dans le système du Code judiciaire, le tribunal d'arrondissement a pour seule attribution de régler les conflits sur la compétence.

Il conviendrait donc d'omettre l'article 1228 dans l'énumération des dispositions que le projet met en vigueur.

.../...

Article 3.

En ce qui concerne le 2° et le 3°, l'entrée en vigueur de l'abrogation de l'article 1er du décret des 11-15 ventôse an II et de l'article 1er du décret du 16 fructidor an II a pour effet de rendre sans objet les autres dispositions de ces décrets; il est donc proposé de mettre en vigueur sans réserve l'article 8, 6° et 8°, des dispositions abrogatoires figurant à l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

En ce qui concerne le 4° de l'article 3 du projet, il est inutile de citer les articles 1er, 2, 3 et 4 de l'arrêté de nivôse; celui-ci ne comprend en effet que ces quatre articles.

En ce qui concerne le 5° du même article, le projet omet de viser les articles 998 à 1002 (du curateur à une succession vacante) Ces dispositions doivent être abrogées parce que l'article 1er du projet met en vigueur les articles 1228 à 1231 du Code judiciaire qui sont relatifs aux successions vacantes.

A l'article 3, 8°, le projet vise l'arrêté royal du 12 septembre 1822 tendant à réprimer les abus que les notaires commettent dans l'exercice de leurs fonctions.

Cet arrêté sanctionne les infractions à la loi du 12 juin 1816 qui détermine les formalités à observer, dorénavant, à l'égard de la vente des immeubles appartenant à des mineurs, à des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire.

.../...

Comme le projet ne met en vigueur ni le livre IV, chapitre IV, relatif à certaines ventes publiques d'immeubles (articles 1186 à 1193), du Code judiciaire, ni l'article 16, 1°, figurant dans l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, qui prévoit l'abrogation de la loi précitée du 12 juin 1816, il n'y a pas de motif d'abroger l'arrêté royal du 12 septembre 1822 qui constitue le complément de la loi de 1816.

Article 4.

1. La mise en vigueur des articles 720 à 725 relatifs au dossier de la procédure qui, dans le cadre du projet, ne s'appliqueraient qu'à un petit nombre de cas, est cependant nécessaire, eu égard à la mise en vigueur des articles 1027 et 1360 qui mentionnent le dossier de la procédure.

2. Outre les dispositions visées au projet, il conviendrait de mettre en vigueur certaines autres dispositions, en raison de leur connexité avec les premières. Il s'agit de :

- l'article 32 qui définit les notions "signification" et "notification";
- l'article 38 qui est le complément nécessaire de l'article 37.

*

* *

.../...

Le Gouvernement aura à apprécier s'il n'y a pas lieu de mettre en vigueur, dans la mesure nécessaire pour l'application du projet, les dispositions transitoires de l'article 6 figurant dans l'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

*

* *

Le texte ci-après tient compte des observations qui précèdent. Il contient en outre quelques modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

ARRETE ROYAL RELATIF A LA MISE EN VIGUEUR DE CERTAINES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 10 OCTOBRE 1967 CONTENANT LE CODE JUDICIAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, notamment l'article 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition ... ,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

Entrent en vigueur le ... 1968, les dispositions suivantes du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire :

1° le chapitre Ier intitulé "De l'apposition et de la levée des scellés" comprenant les articles 1148 à 1174;

2° le chapitre II intitulé "De l'inventaire" comprenant les articles 1175 à 1184;

3° le chapitre III intitulé "De la renonciation à communauté ou à succession" comprenant l'article 1185;

4° le chapitre VII intitulé "De l'envoi en possession des biens d'un absent" comprenant les articles 1226 et 1227;

5° à l'exception de l'article 1228, le chapitre VIII intitulé "Des successions vacantes" comprenant les articles 1228 à 1231;

6° le chapitre XVIII intitulé "Des offres de paiement et de la consignation" comprenant les articles 1352 à 1357;

7° le chapitre XIX intitulé "Les redditions de comptes" comprenant les articles 1358 à 1369;

8° le chapitre XX intitulé "Actions possessoires" comprenant les articles 1370 et 1371;

9° le chapitre XXII intitulé "De la rectification des actes de l'état civil" comprenant les articles 1383 à 1385.

Article 2.-

Entrent en vigueur le ... 1968, les dispositions modificatives suivantes, figurant dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire :

.../...

1° l'article 96 remplaçant l'article 813 du Code civil;

2° l'article 98 remplaçant l'article 821 du Code civil;

3° l'article 116, A, D, H, I, J et M, modifiant l'article 162 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;

4° l'article 117 modifiant l'article 173 du même Code;

5° l'article 118 modifiant l'article 185 du même Code;

6° l'article 126, A, C, G, H, I et L, modifiant l'article 59[1] du Code des droits de timbre;

7° l'article 127 modifiant l'article 62 du même Code;

8° l'article 128 modifiant l'article 105 du Code des droits de succession.

Article 3.-

Entrent en vigueur le ... 1968, les dispositions abrogatoires suivantes, contenues dans l'article 2 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire :

1° l'article 7, 2°, en tant qu'il abroge les articles 4 et 5 de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre premier du livre préliminaire du Code de procédure civile;

2° l'article 8, 6°, abrogeant le décret des 11-15 ventôse an II relatif aux scellés apposés après le décès des citoyens dont les défenseurs de la patrie sont héritiers;

3° l'article 8, 8°, abrogeant le décret du 16 fructidor an II additionnel à celui du 11 ventôse an II relatif aux scellés apposés sur les effets et papiers des parents des défenseurs de la patrie;

.../...

4° l'article 8, 10°, abrogeant l'arrêté du 13 nivôse an X relatif à l'apposition des scellés après le décès des officiers généraux ou supérieurs, des commissaires-ordonnateurs, des inspecteurs aux revues et des officiers de santé;

5° l'article 13, en tant qu'il abroge les articles 527 à 542, 812 à 818, 855 à 857, 859, 860, 907 à 944, 997 et 998 à 1002 du Code de procédure civile;

6°l'article 14, 8°, abrogeant le décret du 6 vendémiaire an III portant qu'aucune femme ne pourra être établie gardienne de scellés;

7° l'article 14, 9°, abrogeant le décret du 21 vendémiaire an III relatif aux femmes gardiennes de scellés et à la levée de ceux apposés sur les meubles et effets des émigrés, déportés, condamnés ou détenus;

8° l'article 20 abrogeant les articles 812 et 814 du Code civil.

Article 4.-

Entrent en vigueur le ... 1968, dans la mesure seulement où cette entrée en vigueur est nécessaire pour l'application des articles du Code judiciaire mentionnés à l'article 1er, les dispositions suivantes du même Code :

1° les articles 32, 33, 35, 37 à 40, 43 et 46;

2° les articles 720 à 725;

3° l'article 737, alinéa 2, et l'article 738;

4° les articles 1025 à 1034;

5° l'article 1125.

.../...

Article 5.-

(Voir observation finale de l'avis).

Article 6.-

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Finances,

I.

Artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 1 stelt onder meer artikel 1228 van het Gerechtelijk Wetboek in werking. Dat artikel komt voor in hoofdstuk VIII van boek IV betreffende de onbeheerde nalatenschappen. Het bepaalt onder meer dat "de arrondissementsrechtbank een curator aanwijst".

De arrondissementsrechtbank is in hetzelfde Wetboek ingesteld door artikel 74, dat de Regering thans niet in werking wenst te stellen.

De **inwerkingstelling** van artikel 1228 zal dan ook geen **rechtsgevolgen** hebben.

Bij vergissing verklaart artikel 1228 de arrondissementsrechtbank, en niet de rechtbank van eerste aanleg bevoegd om de curator van een onbeheerde nalatenschap te benoemen. Artikel 813 van het Burgerlijk Wetboek, zoals het vervangen is door artikel 96, dat voorkomt in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, verleent immers bevoegdheid aan de rechtbank van eerste aanleg. In het stelsel van het Gerechtelijk Wetboek is de arrondissementsrechtbank overigens alleen bevoegd om bevoegdheidsgeschillen te regelen.

Artikel 1228 zou dus niet mogen voorkomen onder de bepalingen welke het ontwerp in werking stelt.

.../...

Artikel 3.

Wat de bepalingen onder 2° en 3° betreft, moge worden opgemerkt, dat de inwerkingtreding van de opheffing van artikel 1 van het decreet van 11-15 ventôse, jaar II, en van artikel 1 van het decreet van 16 fructidor, jaar II, de overige bepalingen van die decreten hun inhoud ontneemt; derhalve wordt voorgesteld artikel 8, 6° en 8°, van de opheffingsbepalingen voorkomend in artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, zonder voorbehoud in werking te stellen.

In de bepaling onder 4° is het onnodig de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het besluit van nivôse te vermelden, dat immers alleen uit die vier artikelen bestaat.

Onder 5° is vergeten de artikelen 998 tot 1002 te vermelden (curator van een onbeheerde nalatenschap). Die bepalingen moeten worden opgeheven, want artikel 1 van het ontwerp stelt de artikelen 1228 tot 1231 van het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de onbeheerde nalatenschappen, in werking.

Onder 8° wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 12 september 1822 tot beteugeling van de misbruiken door notarissen bij de vervulling van hun ambt begaan.

Dat besluit stelt straf op overtreding van de wet van 12 juni 1816 "houdende nadere bepaling der formaliteiten in acht te nemen bij de verkoop van goederen waarbij minderjarigen zijn geïnteresseerd, of die behorende zijn tot boedels aanvaard onder beneficie van inventaris".

.../...

Aangezien het ontwerp niet voorziet in de inwerkingstelling van boek IV, hoofdstuk IV, betreffende bepaalde openbare verkopingen van onroerende goederen (artikelen 1186 tot 1193), van het Gerechtelijk Wetboek, noch van artikel 16, 1°, voorkomend in artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, waardoor eerdervermelde wet van 12 juni 1816 wordt opgeheven, is er geen reden tot opheffing van het koninklijk besluit van 12 september 1822 dat de aanvulling is van de wet van 1816.

Artikel 4.

1. De artikelen 720 tot 725 betreffende het dossier van de rechtspleging zullen in het kader van het ontwerp slechts toepassing vinden op een klein aantal gevallen; toch moeten ze in werking worden gesteld nu ook de artikelen 1027 en 1360, waarin van het dossier van de rechtspleging wordt melding gemaakt, in werking worden gesteld.

2. Buiten de in het ontwerp genoemde bepalingen zouden ook nog andere, daarmee verwante in werking moeten worden gesteld, namelijk :

- artikel 32, dat zegt wat moet worden verstaan onder "betekening" en "kennisgeving";
- artikel 38, dat de onmisbare aanvulling is van artikel 37.

*

* *

.../...

De Regering dient te oordelen of, voor zover nodig is voor de toepassing van het ontwerp-besluit, ook de overgangsbepalingen van artikel 6, voorkomend in artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, niet in werking moeten worden gesteld.

*

* *

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden. Hij bevat ook een aantal vormwijzigingen die geen commentaar behoeven.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE INWERKINGSTELLING VAN SOMMIGE BEPALINGEN VAN DE WET VAN 10 OKTOBER 1967 HOUDENDE HET GERECHTELIJK WETBOEK.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht ...,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Op ... 1968 treden in werking de volgende bepalingen van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek :

1° hoofdstuk I "Verzegeling en ontzegeling", bestaande uit de artikelen 1148 tot 1174;

2° hoofdstuk II "Boedelbeschrijving", bestaande uit de artikelen 1175 tot 1184;

3° hoofdstuk III "Afstand van de gemeenschap en verwerping van de nalatenschap", bestaande uit artikel 1185;

4° hoofdstuk VII "Inbezitstelling van de goederen van een afwezige", bestaande uit de artikelen 1226 en 1227;

5° met uitzondering van artikel 1228, hoofdstuk VIII "Onbeheerde nalatenschappen", bestaande uit de artikelen 1228 tot 1231;

6° hoofdstuk XVIII "Aanbod van betaling en consignatie", bestaande uit de artikelen 1352 tot 1357;

7° hoofdstuk XIX "Rekening en verantwoording", bestaande uit de artikelen 1358 tot 1369;

8° hoofdstuk XX "Bezitsvorderingen", bestaande uit de artikelen 1370 en 1371;

9° hoofdstuk XXII "Verbetering van akten van de burgerlijke stand", bestaande uit de artikelen 1383 tot 1385.

Artikel 2.-

Op ... 1968 treden in werking de volgende wijzigingsbepalingen, die voorkomen in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek :

1° artikel 96, dat artikel 813 van het Burgerlijk Wetboek vervangt ;

2° artikel 98,dat artikel 821 van het Burgerlijk Wetboek vervangt ;

3° artikel 116, A,D,H,I,J en M, houdende wijziging van artikel 162 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten;

4° artikel 117, dat artikel 173 van hetzelfde Wetboek wijzigt ;

5° artikel 118, dat artikel 185 van hetzelfde Wetboek wijzigt;

6° artikel 126, A, C, G, H, I en L, houdende wijziging van artikel 59[1] van het Wetboek der zegelrechten;

7° artikel 127, dat artikel 62 van hetzelfde Wetboek wijzigt ;

8° artikel 128, dat artikel 105 van het Wetboek der successierechten wijzigt.

Artikel 3.-

Op ... 1968 treden in werking de volgende opheffingsbepalingen die voorkomen in artikel 2 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek :

1° artikel 7, 2°, voor zover het voorziet in de opheffing van de artikelen 4 en 5 van de wet van 25 maart 1876 houdende titel I van het inleidend boek van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering;

2° artikel 8, 6°, houdende opheffing van het decreet van 11-15 ventôse, jaar II, betreffende de verzegeling, na overlijden van de staatsburgers die de verdedigers van het vaderland als erfgenamen hebben;

.../...

3° artikel 8, 8°, houdende opheffing van het decreet van 16 fructidor, jaar II,"additionnel à celùi du 11 ventôse an II relatif aux scellés apposés sur les effets et papiers des parents des défenseurs de la patrie";

4° artikel 8, 10°, houdende opheffing van het besluit van 13 nivôse, jaar X, betreffende de verzegeling na overlijden van opper- of hogere officieren, commissarissen-ordonnateurs, inspecteurs voor de troepenschouwingen en gezondheidsofficieren;

5° artikel 13, voor zover het voorziet in de opheffing van de artikelen 527 tot 542, 812 tot 818, 855 tot 857, 859, 860, 907 tot 944, 997 en 998 tot 1002 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering;

6° artikel 14, 8°, houdende opheffing van het decreet van 6 vendémiaire, jaar III, waarbij bepaald wordt dat geen enkele vrouw tot **zegelbewaarster** mag aangesteld worden;

7° artikel 14, 9°, houdende opheffing van het decreet van 21 vendémiaire, jaar III, betreffende de vrouwen zegelbewaar**ster** en het lichten van de zegels die gelegd zijn op de huisraad en de roerende goederen van uitgewekenen, gedeporteerden, veroordeelden of gedetineerden;

8° artikel 20, dat de artikelen 812 en 814 van het Burgerlijk Wetboek opheft.

Artikel 4.-

Op ... 1968 **treden in werking, alleen voor zover die** inwerkingtreding nodig is voor de toepassing van de in artikel 1 vermelde bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, de volgende bepalingen van hetzelfde Wetboek :

.../...

1° de artikelen 32, 33, 35, 37 tot 40, 43 en 46;

2° de artikelen 720 tot 725;

3° artikel 737, tweede lid, en artikel 738;

4° de artikelen 1025 tot 1034;

5° artikel 1125.

Artikel 5.-

(zie de laatste opmerking van het advies).

Artikel 6.-

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	G.ARONSTEIN,	assesseurs de la section de législation,	
	F.RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.DE LEUZE,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. (s.) G.VAN BUNNEN.